



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-01 - Séance du 10/01/2018

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

| Nombre des membres | | |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 28 | 24 | 24 |

| Vote | |
|---------------|---|
| Pour | |
| Contre | |
| A l'unanimité | X |

L'an 2018, le 10 janvier 2018, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 03/01/2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03/01/2018.

Présents : Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Béatrice BASSO, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Séverine MONIN, Carole CONTENSEAU, David RIBEIRO, Régine SUAY, Philippe MARTY, Aline DESTAILLATS, Patricia VANGREVELYNGHE, Marie-Thérèse AMALVY, François RODENAS, Elisabeth MAZOLLIER, Mélissa JODAR, Ludovic DUCAMP, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Anna RAMORA, Yves MICHEL

Absents :

Sylvain FOUREL, Morgan SIMAR, Stéphane VIDAL (excusé), Fabien PEETERS

Absents représentés :

Thierry PERRIER (pouvoir à Alain SOULIER), Olivier DURIX (pouvoir à Jean-Luc MEISSONNIER), Mickaël MARTINEZ (pouvoir à Philippe MARTY)

Secrétaire de séance :

Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-01 - FINANCES : AUTORISATION DE MANDATER ET LIQUIDER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET 2018

Monsieur Philippe MARTY, Conseiller Municipal délégué au budget rapporte que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des crédits ouverts au titre de l'exercice 2017, il est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2018 selon la répartition présentée ci-dessous :

| Chapitres | Budget 2017 | ¼ crédits ouverts BP 2018 | Répartition par article |
|--|-------------|---------------------------|---|
| 20- Immobilisations incorporelles | 571 097 € | 142 774.25 € | Article 2031 : 107 656.25 € Article 2051 : 35 118.00 € |
| 204- Subventions d'équipement versées | 436 013 € | 109 003.25 € | Article 204123 : 69 012.20 € Article 20422 : 39 991.05 € |
| 21- Immobilisations corporelles | 1 271 641 € | 317 910.25 € | Article 2111 : 74 910.25 € Article 2135 : 40 000 € Article 21568 : 30 000 € Article 2182 : 53 000 € Article 2183 : 40 000 € Article 2184 : 40 000 € Article 2188 : 40 000 € |
| 23- Immobilisations en cours | 782 114 € | 195 528.50 € | Article 2312 : 20 000 € Article 2313 : 135 000 € Article 2315 : 40 528.50 € |

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Philippe MARTY et après en avoir délibéré à l'unanimité, |

AUTORISE Monsieur le Maire à engager, mandater et liquider les dépenses d'investissement avant l'adoption du Budget 2018.

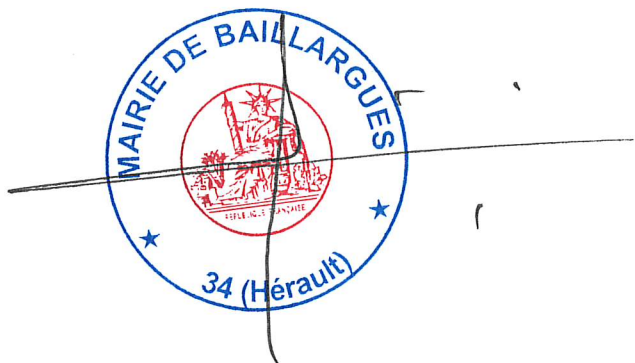
Pour extrait conforme, |

Le 15 janvier 2018,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER

||



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 17/01/2018

Reçu en préfecture le 17/01/2018

Affiché le

SLO

ID : 034-213400229-20180115-DLM2018_01-DE

